

Flashinfo

Fin d'année de luttes : Salarié.es, retraité.es, sans emploi, jeunes mobilisé.es.

Le 6 novembre nous, retraité.es, étions mobilisé.es pour nos revendications spécifiques. Nous étions nombreux dans la rue. Nos revendications ont été envoyées à bon nombre de députés et sénateurs de même qu'au Medef.

Le 14 novembre, la CGT rencontre le ministre de l'intérieur pour dénoncer la situation de 400.000 salarié.es étranger.es en situation régulière qui risquent l'expulsion faute de renouvellement de leur titre de séjour en temps et en heure.

Le 15 novembre, la CGT appelle à manifester devant des institutions publiques pour défendre les libertés et droits des salarié.es étranger.es.

Le 25 novembre, c'est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Nous avons besoin d'une prise de conscience collective pour faire évoluer notre société, faire reculer le patriarcat.

Le 29 novembre, une grande journée mondiale de solidarité avec la Palestine est prévue à Paris. La CGT appelle à y participer ; voir les modalités auprès de sa section. En plus des manifestations du samedi en département.

Le 2 décembre pour une journée interprofessionnelle, salarié.es, retraité.es, sans emploi, jeunes doivent se mobiliser, ensemble. La grève dans les entreprises est à gagner pour une grande mobilisation de toutes et tous.

Le gouvernement veut une **loi de finance PLF et une loi de financement de la Sécu PLFSS** en défaveur toujours des plus « modestes » avec l'aide de la droite et de l'extrême droite. Ce sont des projets de lois d'une violence inédite pour tous, mais encore plus pour nous, les retraité.es avec l'explosion des frais de santé : doublement des franchises médicales, dépassement d'honoraires, augmentation des mutuelles...et la désindexation des pensions prévue jusqu'en 2030... Le gouvernement arrête l'examen du projet de loi de finances le 3 novembre, alors que tout n'est pas étudié, pour passer au budget de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale. Il veut boucler les 2 budgets en force pour les transmettre au Sénat le 23 novembre. Les négociations, les petits arrangements entre « amis » vont bon train à l'Assemblée nationale. Mais qu'en sera-t-il des budgets au final ?

Pourtant, **d'autres orientations sont possibles** : au Brésil, la chambre des députés, dominée par les conservateurs, a adopté à l'unanimité l'augmentation de l'impôt sur le revenu des plus aisés et exonère les autres. Au Pays-Bas, le parti centriste D66 remporte les élections devant le parti d'extrême droite, un maire démocrate a été élu maire de New York.

On doit donc bien intervenir, tous ensemble, pour gagner une autre répartition des richesses.

Vie syndicale

Au 29/10 : à la CGT FAPT **815 adhésions**, 443 femmes et 372 hommes, 127 fonctionnaires, 216 salariés d'entreprises du secteur des activités télécoms, 599 d'entreprises du secteur des activités postales
Rappelons à nos ex-collègues de voter aux **élections Conseil d'Administration** : à Orange du 18 au 20 novembre, à La Poste du 20 au 27 novembre. Proposons notre aide au syndicat pour l'envoi des tracts, appel au vote.

Social d'entreprise, ASC : Une démarche revendicative commune actifs retraité.es : nous battre ensemble pour l'augmentation des budgets ASC et du social d'entreprise. **2 outils : la consultation sur les besoins en matière de social d'entreprise et d'ASC lancée par l'UFR ; la consultation des besoins des postiers actifs et retraités sur le**

logement. Rappel : les budgets ASC sont calculés sur la masse salariale et non sur le chiffre d'affaires, alors que dans notre champ les profits sont énormes. Les retraité-es sont donc systématiquement écarté-es dans la plupart des entreprises. **Faisons vivre la solidarité intergénérationnelle : les actifs d'aujourd'hui sont les retraités de demain.**

« **Octobre rose** », temps fort de prévention et dépistage du cancer du sein jusqu'à 74 ans, cancer féminin le plus fréquent, le plus meurtrier ! Le dépistage organisé du cancer du col de l'utérus arrêté à 64 ans. **Prévention et dépistage sans limite d'âge !** Déserts médicaux, difficultés de transports, délais trop longs, examens lucratifs, tout pour pousser au renoncement aux soins. Les expositions cancérigènes subies par les femmes sont frappées d'invisibilité. Une stratégie nationale pour la santé de toutes les femmes doit

inclure un volet « **santé au travail** ». 80 ans après la création de la Sécu, plus que jamais exigeons de « **cotiser selon ses moyens et recevoir selon ses besoins** » !

Taxe TSA

Le gouvernement voudrait augmenter de 15% la taxe TSA sur les cotisations des complémentaires santé. Or, la TSA est de 14%, ce qui représente déjà deux mois de cotisations. Les assurances complémentaires et mutuelles seraient contraintes d'appliquer sur leurs contrats. Alléger les cotisations patronales sur la Sécu, d'un côté, et récupérer des taxes, de l'autre, la CGT dit NON !

80 ans de la Sécurité sociale

Sophie Binet, à l'Assemblée nationale, a rendu hommage à Ambroise Croizat, seul ministre ouvrier, un des pères fondateurs de la Sécurité sociale. « Si, à ce moment-là, on s'était demandé comment la financer avant de se

demander de quoi on avait besoin, jamais elle n'aurait vu le jour ». Elle a cité le courage des résistant.es face à l'occupant nazi, et dans le Conseil national de la Résistance, qui réunissait des sensibilités très diverses (à l'exception du patronat), au service de l'intérêt général, capables de dépasser les querelles politiciennes et les intérêts à court terme.

Rachat de SFR :

Orange, Bouygues Télécom et Free annoncent une offre conjointe de rachat des actifs de SFR. Cette «consolidation du secteur» est présentée comme inévitable pour faire face à la concurrence et renforcer la rentabilité. En réalité, elle menace l'emploi, la qualité du service et l'indépendance stratégique du pays. Comment justifier qu'un secteur aussi crucial pour la souveraineté numérique et la sécurité nationale soit ainsi abandonné aux marchés financiers ?

515 postes en moins à France travail

Le budget propose 2,5 milliards d'économie (après les 4 milliards de 2025) au ministère du travail. Alors que les missions principales d'accompagnement des sans-emploi et d'indemnisation se réduisent au profit d'une orientation de plus en plus systématique vers les opérateurs privés de placement, du contrôle et de la sanction (les privant de leurs allocations ou minima sociaux). Ces évolutions renforcent la détérioration des conditions de travail, la perte de sens au travail.

Le délit de séjour irrégulier

Le RN voulait rétablir le délit de séjour irrégulier; le texte est retiré le 30/10. B. Retailleau avait déjà voulu le présenter avant d'être supprimé par les députés en commission des lois, puis réintégré par la commission mixte paritaire suite à l'avis favorable de G. Darmanin. Le Conseil constitutionnel l'avait censuré comme cavalier législatif. **La vigilance s'impose !** Le délit de séjour irrégulier, abrogé en 2012, est en contradiction avec les fondements de la République.

Santé au travail : l'innovation sert le patronat plutôt que la prévention

Les nouvelles technologies (digitalisation, dématérialisation, téléconsultations) pour les Services de prévention et de santé au travail interentreprises (SPSTI) accentuent la charge de travail administrative, remet en cause la confidentialité mais justifient la baisse des effectifs. Pour que les visites se fassent dans les temps impartis, le patronat met la pression sur les SPSTI pour raccourcir les visites médicales, limiter la prévention...

La revalorisation annuelle des pensions de retraite complémentaire

concerne 13,8 millions des 17 millions de retraité-es, dont un tiers de polypensionné-es public/privé. La CGT a appelé à manifester le 17 octobre 2025. Le patronat a empêché la revalorisation des retraites complémentaires : inacceptable ! Les retraites complémentaires AGIRC ARRCO ne seront pas revalorisées au 1/1/25 et la valeur du point sera gelée. Alors que les réserves s'élèvent à 101,7 milliards d'€.

La Poste livreur de Temu

Temu fabrique à bas coûts dans des conditions sociales et environnementales déplorables. Elle pratique le dumping social et la concurrence déloyale. Elle contourne les droits de douane, détruit les productions, les emplois et le commerce locaux. L'accord Temu La Poste n'est qu'une soumission du service public à une plateforme dont les distributeurs vont devenir les livreurs, sans moyens et personnel supplémentaires.

APL supprimée

Parmi toutes les bassesses dont ils sont capables dans le cadre du budget 2026, il y a celle d'exclure la quasi-totalité des étudiants étrangers extra-européens. Cette discrimination instaure une préférence nationale dans l'aide au logement. Signons la pétition.

[https ; //c.org/CT66NjyCT](https://c.org/CT66NjyCT)

Grève féministe : le 25 novembre est la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'encontre des femmes. Le patriarcat persistant et la résurgence d'un masculinisme militant doivent être combattus parce qu'ils sont des dangers pour les femmes, pour leur vie, pour leur liberté, pour le respect de leurs choix et qu'ils minimisent, voire encouragent les violences. Partout en France, des marches seront organisées dans lesquelles les syndicalistes, retraité-e-s compris-es, ont toute leur place.

Solidarité avec le peuple malgache

Madagascar connaît un mouvement social et politique d'une ampleur inédite. La CGT exprime sa solidarité pleine et entière avec le peuple malgache, engagé depuis plusieurs semaines dans une mobilisation pacifique pour la justice sociale, la démocratie et le respect de ses droits



fondamentaux. Ces mouvements, portés par les travailleuses, travailleurs et dont les jeunes malgaches sont à l'origine, s'inscrivent dans une dynamique internationale.

Pas de livraisons d'armes à Israël !

Dans une lettre au 1^{er} ministre, Sophie Binet demande l'arrêt immédiat de toute exportation de matériel militaire à destination d'Israël et, dans l'attente de cette décision, l'interdiction de charger du fret, quelle qu'en soit la nature, dans nos ports, aéroports et entrepôts logistiques sous douane tant que les douaniers ne peuvent exercer un contrôle complet et indépendant sur 100 % de ce type de nomenclatures.

L'extrême droite progresse en Norvège, mais le monde syndical lui résiste

Avec 23,9 %, elle devient la 2^{ème} force politique. Mais dans un pays où le taux de syndicalisation atteint 50 %, les 4 grandes confédérations syndicales s'engagent à des degrés divers contre l'extrême droite, la plus importante d'entre elles allant jusqu'à appeler à ne pas voter pour elle, illustrant de façon explicite le rejet et le combat contre l'extrême droite mené par une large frange du monde syndical Norvégien.

Le report du vote des élections provinciales en Kanaky remet en cause la logique de co-construction issue des Accords de Matignon et de Nouméa. Il affaiblirait durablement la représentation du peuple kanak, dans une logique de colonisation pour le contrôle des ressources. **Les députés doivent voter contre !** La CGT soutient le droit à l'autodétermination du peuple kanak.

Vie nouvelle 249 :

sorcières un mythe revisité, la sexualité des plantes, un regard syndical sur la culture, la révolte en chansons, fiscalité : l'abattement de 10% des retraités en débat, devoir de solidarité aux ascendants, la daube dont se régalaient Henri Bosco, rencontre avec Alexandre Perigot, décodeur des médias.